

EL SALVADOR

libre
international

organe d'information du



GENEVE JUIN 1982 N° 5

EL SALVADOR un pueblo en lucha



408.11799

EDITORIAL

Deux mois après les élections jugées "démocratiques" par Alexander Haig, nous nous trouvons dans la situation suivante.

Sous la pression des Etats-Unis, fut élu (un mois après les élections) Alvaro Magaña, en tant que président (de transition) du gouvernement. Magaña est une figure éminente des quatorze familles et un défenseur acharné des intérêts de l'impérialisme.

Du fait que Magaña a toujours travaillé dans l'ombre, il peut être présenté avec un visage de "démocrate" à l'opinion internationale.

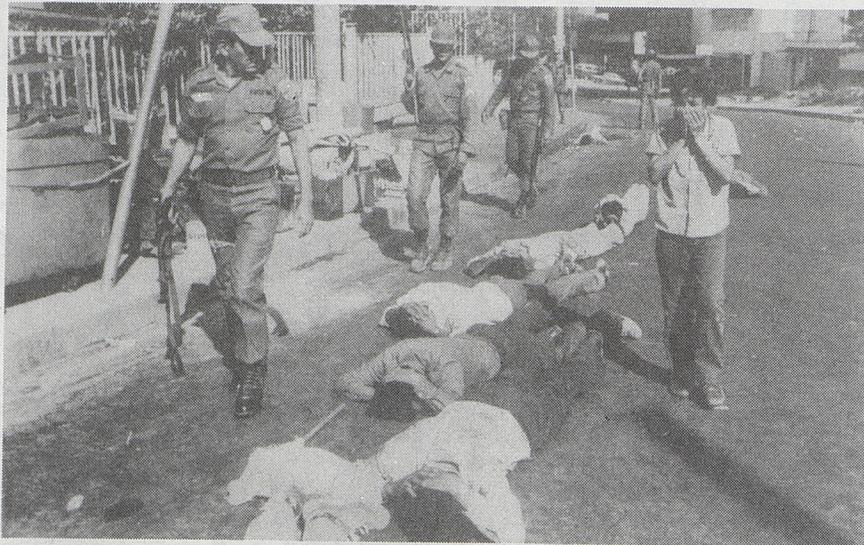
Alors que d'Aubuisson, qui reste malgré tout l'homme fort et le président de l'Assemblée constituante, ne pouvait jouer ce rôle sur la scène internationale, lui qui a été considéré par les Etats-Unis eux-mêmes comme un tueur psychopathe.

Ces gens que Duarte qualifiait de réactionnaires et d'extrême-droite, et qui étaient les principaux freins

aux réformes que voulait réaliser la démocratie chrétienne, sont aujourd'hui à la tête du gouvernement salvadorien.

Durant toute sa campagne électorale, l'ARENA, parti principal de l'extrême-droite, a toujours déclaré que jamais il ne négocierait avec les "subversifs", c'est-à-dire le FDR-FMLN, reconnu officiellement par la France et le Mexique, ainsi que par de nombreux pays. L'ARENA a toujours été pour une solution militaire. D'Aubuisson (le leader de l'ARENA) a même parlé de la paix des trois cent mille morts et de la destruction au napalm des zones contrôlées.

Donc, une solution politique négociée, afin de mettre un terme à la guerre, solution proposée depuis de nombreux mois par le FDR-FMLN et soutenue par plusieurs gouvernements démocrates européens et latino-américains, de même que par les Nations Unies, est dans la situation actuelle plus éloignée que jamais.



NOUS POUVONS TOUS ETRE SOLIDAIRES

Envoyez-moi des informations concernant:
EL SALVADOR

Je désire soutenir le bulletin d'information
du F.D.R. - FMLN. Ci-inclus mon versement
de FR

Case Postale 376
1211 GENEVE 26

Nom et prénom
Adresse
Téléphone

L'insurrection populaire

1932

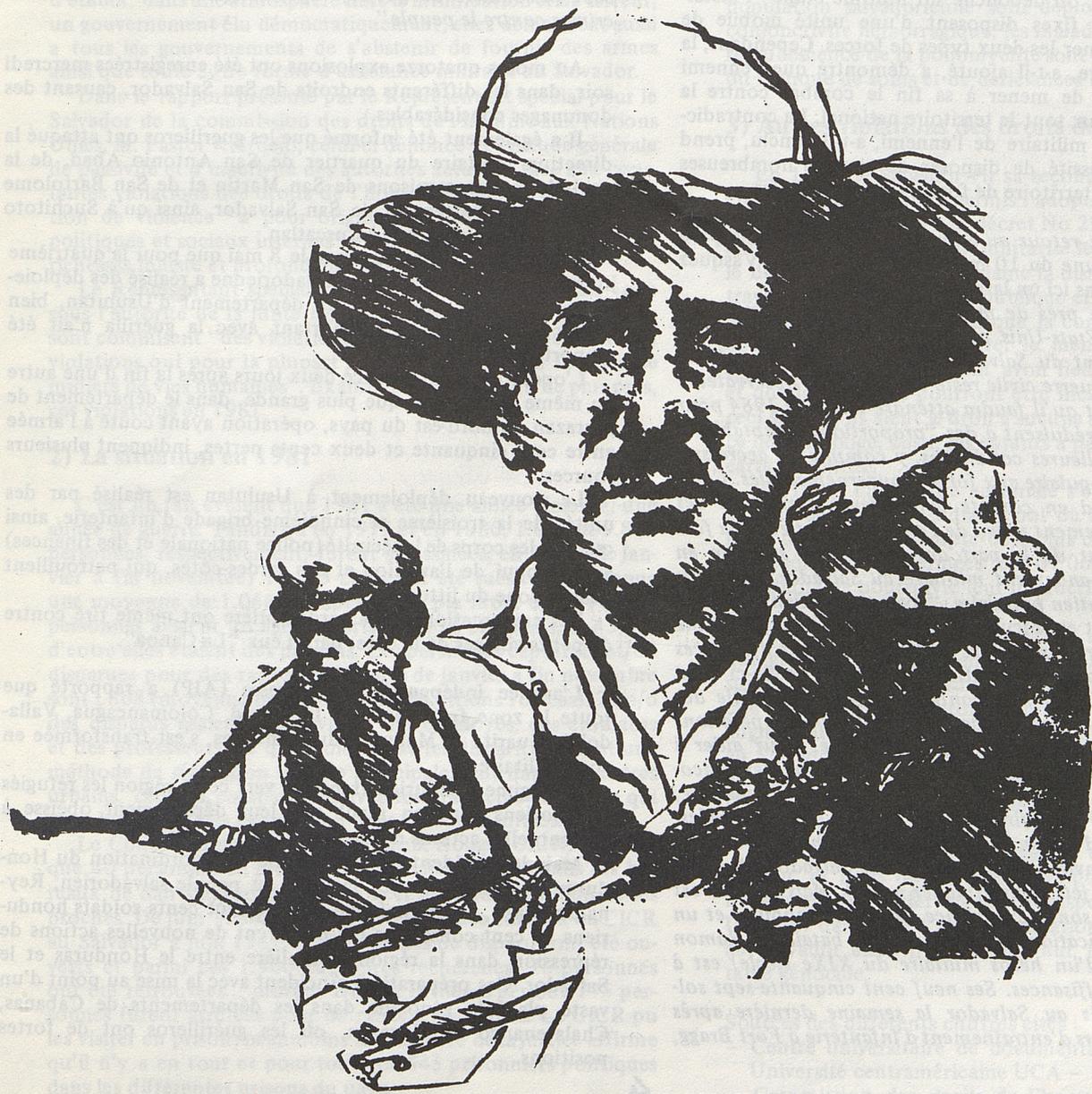
Comme les eaux des grands fleuves majestueux retrouvant leur lit après une secousse télurique, de même les peuples à travers certaines convulsions de leur histoire, retournent aux sources de leurs origines. Avides de sources secrètes, ils éprouvent le besoin d'explorer des voies inconnues, de se cacher pour laver leurs blessures. C'est une forme d'expression de l'inconscient collectif, qui conserve au fond de sa mémoire et de sa tradition orale quelque chose d'authentique qui lui appartient, qui n'a pas encore été déformée ni ternie.

L'insurrection paysanne de 1932 est un événement qui est resté gravé dans l'histoire d'el Salvador. En cette année fatidique, l'oligarchie salvadorienne envoya son armée perpétrer une épouvantable tuerie qui coûta la vie à 30.000 paysans indigènes.

Génocide qui a profondément traumatisé le peuple salvadorien et marqué le début du contrôle de l'oligarchie sur la population, inaugurant la plus vieille dictature militaire de la planète.

Farabundo Martí fusillé en janvier 1932, était un intellectuel qui avait embrassé la cause des pauvres et mit en pratique l'internationalisme prolétaire. La révolution fut le feu qui brûla dans tous ses actes et le porta à réaliser des prouesses chaque fois qu'il pouvait servir la cause des exploités.

Aujourd'hui, cinquante ans après sa mort, alors que le peuple d'el Salvador, comme un fleuve majestueux, cherche la source originale de son histoire, ressurgit la personnalité de Farabundo Martí. Et c'est sous son ombre immense d'arbre tutélaire mythologique que son histoire revit et que se poursuit son oeuvre pour le triomphe de la justice et de la liberté.



SITUATION MILITAIRE

Un plan stratégique régional des Etats-Unis pour anéantir le mouvement révolutionnaire salvadorien et installer les bases d'une invasion du Nicaragua a été dénoncé à Mexico. Le Commandant guérillero "Douglas", chef-adjoint du Front "Apolinario Serrano" au Salvador a déclaré à la revue *Por Esto* que le projet d'ingérence vise à déstabiliser le triomphe de la révolution nicaraguayenne, qui a ouvert en Amérique centrale un espace politique limitant les intérêts de Washington. Quant au Salvador, l'intervention des Etats-Unis, a affirmé Douglas, se manifeste par la présence de conseillers militaires, par l'appui direct à l'armée et le soutien d'autres gouvernements. Il a été précisé que la stratégie militaire nord-américaine au Salvador comporte trois étapes. La première est celle d'une guerre d'usure. La seconde phase est connue sous le nom d'"anéantissement total du mouvement révolutionnaire". Ces deux étapes, a expliqué Douglas, supposent une défense permanente dans les villes et dans les autres lieux où la guérilla peut se protéger. A partir de là, on débouche sur l'ultime étape : l'installation de garnisons fixes disposant d'une unité mobile de combat pour combiner les deux types de forces. Cependant, la pratique de la guerre, a-t-il ajouté, a démontré que l'ennemi n'a pas la capacité de mener à sa fin le combat contre la guérilla, qui opère sur tout le territoire national. La contradiction de la stratégie militaire de l'ennemi, a-t-il conclu, prend racine dans la nécessité de disposer de troupes nombreuses pour couvrir tout le territoire de forces fixes et mobiles.

"Mille soldats de retour au Salvador" titre un article paru dans le *Herald Tribune* du 10 mai, écrit par Juan M. Vasquez et dont nous publions ici un large extrait.

"Un bataillon de près de mille soldats est de retour d'un entraînement aux Etats-Unis pour renforcer la force de combat du gouvernement du Salvador. Mais la perspective d'une issue militaire à la guerre civile reste éloignée. Les observateurs occidentaux pensent qu'il faudra attendre la fin de 1984 pour que les combats se réduisent à des "proportions acceptables", même dans les meilleures conditions, y compris un accroissement du soutien populaire aux forces gouvernementales. Cette prévision, qui prend en compte la meilleure formation des troupes et l'accroissement prévu de l'entraînement et de la fourniture d'équipement de la part des Etats-Unis, suppose en outre que le commandement militaire au Salvador a compris l'importance du soutien populaire. "Avec un soutien populaire cette armée ne peut en aucun cas être battue", a affirmé une source informée sur la structure et l'entraînement des forces armées. "Si la population soutient la guérilla, celle-ci peut résister sans fin". La guérilla contrôle une grande partie des campagnes et l'armée est incapable de réaliser des opérations de petites unités pour renverser cet avantage. Pour aider à cela, les Etats-Unis prévoient d'augmenter le nombre des hélicoptères salvadoriens VH-1H "Huey" de dix-sept à quarante, d'ici à la fin de 1984, affirment des sources bien informées. En outre, un accord est en cours de négociation pour fournir à la fin de l'année environ douze avions au Salvador, dont les avions cargo et des jets pour attaquer au sol. Mais l'armée est encore limitée par son inexpérience, sa faible mobilité et un manque de planification et d'argent : la bataillon Ramon Belloso (du nom d'un héros militaire du XIXe siècle) est à l'image de ses insuffisances. Ses neuf cent cinquante-sept soldats sont retournés au Salvador la semaine dernière après quatre-vingt-dix jours d'entraînement d'infanterie à Fort Bragg, Caroline du Nord."

Action de harcèlement à Chalatenango.

Les forces du FMLN ont réalisé une action de harcèlement au cours des dernières soixante-douze heures contre le campement du bataillon Atonal à Chalatenango, a déclaré le 9 mai Radio Venceremos.

L'attaque a eu lieu sur la colline El Candelero dans le Nord du département et les forces combattantes ont approché à dix mètres les tranchées de l'armée. Les rebelles ont utilisé des fusils et de l'artillerie, notamment ceux récupérés au cours d'actions récentes, comme un canon de 90 millimètres.

Du côté de l'armée, on rapport six morts et quatre blessés et du côté de la guérilla les "camarades Jacobo et Miguel" sont tombés.

Après les combats a débuté un important pilonnage sur les collines des alentours, mais les guérilleros sont parvenus à se retirer sans problèmes de la zone.

A Chalatenango, on annonce en outre qu'ont été libérés sept prisonniers de guerre, "après enquête sur de possibles crimes contre le peuple".

Au moins quatorze explosions ont été enregistrées mercredi soir, dans les différents endroits de San Salvador, causant des dommages considérables.

Il a également été informé que les guérilleros ont attaqué la direction militaire du quartier de San Antonio Abad, de la capitale, et les garnisons de San Martin et de San Bartolome Perulapia, département de San Salvador, ainsi qu'à Suchitoto et à San José Guayabal, à Cuscatlan.

Radio Venceremos dénonce le 8 mai que pour la quatrième journée consécutive, l'armée salvadorienne a réalisé des déploiements militaires au sud-est du département d'Usulután, bien qu'aucun affrontement important avec la guérilla n'ait été rapporté jusqu'à présent.

L'opération a commencé deux jours après la fin d'une autre du même genre, bien que plus grande, dans le département de Morazan au nord-est du pays, opération ayant coûté à l'armée entre cent cinquante et deux cents pertes, indiquent plusieurs sources.

Le nouveau déploiement à Usulután est réalisé par des unités de la troisième et cinquième brigade d'infanterie, ainsi que par les corps de la sécurité (police nationale et des finances) avec l'appui de l'aviation et des gardes-côtes, qui patrouillent dans la zone du littoral.

Les embarcations de la garde côtière ont même tiré contre de petits villages de la côte, parmi eux "La Canoa".

L'agence indépendance de presse (AIP) a rapporté que toute la zone frontalière de la Virtud, Colomancagua, Valladolid, Guarita et Mapulca, du Honduras, s'est transformée en zone militaire.

Le régime hondurien transfère vers cette région les réfugiés salvadoriens tout en niant que leur déplacement obéisse à d'éventuelles actions militaires.

Mais le président de l'organisme de Coordination du Honduras de Solidarité avec la lutte du peuple salvadorien, Reynaldo Erazo, a dénoncé que près de sept cents soldats honduriens et cent conseillers US préparent de nouvelles actions de répression dans la région frontalière entre le Honduras et le Salvador. Ces préparatifs coïncident avec la mise au point d'un vaste plan de génocide dans les départements de Cabanas, Chalatenango et Morazan, où les guérilleros ont de fortes positions.

Les droits de l'homme au Salvador

Les violations systématiques des droits de l'homme au Salvador sont un fait accablant et reconnu qui a été en augmentant massivement ces dernières années, comme en témoignent les condamnations réitérées des différentes institutions internationales aux autorités salvadoriennes.

Nous voudrions analyser ici, brièvement, les principales violations de ces droits durant l'année 1981 (dernière année pour laquelle nous ayons des chiffres complets et provenant de différentes sources.)

1)

Par ces résolutions du 15 décembre 1980, du 11 mars 1981 et du 20 novembre 1981, l'assemblée générale des Nations Unies a exprimé sa profonde préoccupation pour les graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Salvador, violations qui ont fait des milliers de morts, de même elle dénonce le climat de répression et d'insécurité qui règne dans le pays, climat qui favorise en toute impunité le terrorisme des groupes paramilitaires. Ces résolutions demandent aux parties en conflit de chercher une solution politique négociée afin d'établir, dans une atmosphère libre d'intimidation et de terreur, un gouvernement élu démocratiquement; elles demandent aussi à tous les gouvernements de s'abstenir de fournir des armes ainsi que toute autre forme d'assistance militaire au Salvador.

Dans le rapport présenté par le Représentant spécial pour le Salvador de la commission des droits de l'homme aux Nations Unies, M. Pastor Ridruejo, celui-ci dénonce "l'attitude générale de passivité et d'inactivité des autorités actuelles face aux constantes violations des droits de l'homme" il ajoute que la situation de violence "a pour origines les facteurs économiques, politiques et sociaux internes" et surtout "une distribution des richesses injuste et profondément inégalitaire."

Le Représentant spécial dit avoir "la certitude morale" que sous l'autorité de la junte militaire et démocrate-chrétienne se sont commises "des violations graves, massives et persistantes, violations qui pour la plupart se sont traduites par la perte de milliers de vies humaines". Examinons maintenant, de plus près, ces violations en 1981.

2) La situation en 1981

C'est un fait évident que 1981 a été une année violente, une année de guerre. Tandis qu'en 1979 et en 1980, 1.030 et 9.826 personnes, respectivement, furent assassinées, en 1981 (de janvier à fin novembre) 11.723 civils ont été tués, ce qui donne une moyenne de 1.066 victimes civiles par mois. 62 o/o de ces personnes avaient un âge compris entre 16 et 30 ans, et 45 o/o d'entre elles étaient des paysans. Les personnes capturées et/ou disparues pour des raisons politiques de janvier à fin novembre sont 1.808 (moyenne mensuelle des disparitions 164 cas). 73 o/o des disparus étaient des ouvriers, des employés, des étudiants et des professeurs, ce qui indique que les disparitions sont une méthode de répression utilisée principalement dans les centres urbains, ceci en comparaison avec les massacres collectifs qui pour la plupart des cas ont lieu dans les zones rurales.

Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) informe que 40 personnes se présentent quotidiennement dans ses bureaux de San Salvador pour dénoncer la disparition d'un de ses proches. De juin 1980, date de l'ouverture des bureaux du CICR au Salvador à juin 1981, 1.900 dossiers de disparus ont été ouverts et parmi ces 1.900 cas, après recherches, 76 personnes ont été retrouvées... mortes. Durant la même période 775 personnes furent arrêtées pour de raisons politiques. Le CICR pu les visiter en prison; néanmoins le ministère de la justice affirme qu'il n'y a en tout et pour tout que 545 prisonniers politiques dans les différentes prisons du pays.

Lors d'assassinats, de séquestrations ou de disparitions, les institutions judiciaires compétentes n'ouvrent aucune enquête

et ne recherchent jamais les coupables. Cette situation a été décrite dans un rapport du département d'Etat nord-américain qui signale "la totale incapacité du système judiciaire salvadorien, incapacité qui est un encouragement pour les forces de sécurité à ce qu'elles administrent "la justice elles-mêmes".

D'autre part, selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés il y avait, au mois de novembre 1981, 330.000 réfugiés salvadoriens au Mexique et dans les autres pays de la région; étant donné que beaucoup de réfugiés ne se font inscrire sur ses listes, le HCR estime que le nombre total des réfugiés serait de 500.000. Additionnés aux 300.000 réfugiés à l'intérieur du pays, le total approche des 20 o/o de la population salvadorienne. La situation des réfugiés que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays est de plus en plus difficile. A l'intérieur du pays ils doivent faire face à l'hostilité continue des forces armées et des groupes paramilitaires. A l'extérieur et surtout au Honduras (60.000 réfugiés) et au Guatemala (10.000 réfugiés) ils sont à la merci non seulement des forces répressives locales mais aussi et encore des militaires salvadoriens. C'est ainsi que des centaines de cas de morts ou de disparitions sont signalés parmi les réfugiés dans ces deux pays. De même les conditions sanitaires dans lesquelles vivent les réfugiés mais aussi toute la population salvadorienne sont déplorables, des épidémies de conjonctivite hémorragique, les maladies gastrointestinales et la recrudescence de la poliomyélite sont des conséquences directes du manque de soins et de déficiences des services sanitaires.

3) Autres violations des droits de l'homme

En 1981, le Salvador vit sa seconde année consécutive sous état de siège. Celui-ci a permis l'adoption d'une série de décrets, comme par exemple : le décret No 296 qui interdit le droit de grève, le décret No 43 qui militarise les fonctionnaires de l'état; le décret No 366 qui proclame la dissolution des syndicats des travailleurs de la fonction publique et surtout le décret No 507 qui légalise la torture puisque la confession est désormais reconnue comme une preuve, le même décret établit que les procès politiques pourront avoir lieu sur simple dénonciation et que les inculpés pourront être incarcérés pour 180 jours et ceci sans qu'ils aient le droit à aucune assistance juridique. Enfin ce décret oblige, aussi, les enfants à partir de 10 ans à avoir une carte d'identité.

En 1981, l'université nationale s'est transformée en caserne et plus de 50.000 étudiants ont dû interrompre leurs études. Dans un pays qui compte déjà plus de 60 o/o d'analphabètes, 877 écoles ont été fermées et 107.000 élèves n'ont plus aucune possibilité de poursuivre leur instruction.

1981 a été une année dure, une année de guerre. Ce n'est que grâce à l'aide nord-américaine que la junte a pu assurer sa survie. Au fur et à mesure que la junte démontrait son incapacité à obtenir une victoire militaire, l'administration Reagan augmentait de plus en plus son aide militaire et son intervention au Salvador. Ce sont les armes des Etats-Unis qui tuent chaque jour au Salvador, le napalm est nord-américain et les conseillers U.S. participent aux combats et organisent les engagements contre la population civile.

Certes, une intervention massive et brutale n'a pas encore eu lieu, et nous devons tout faire pour l'empêcher, mais rien ne saurait dissimuler les graves responsabilités que les Etats-Unis ont dans le fait que les violations des droits de l'homme au Salvador aient pris, aujourd'hui, les proportions d'un véritable génocide.

Sources des différents chiffres cités :

- Centre universitaire de documentation et d'information - Université centraméricaine UCA - SAN SALVADOR
- Commission des droits de l'homme d'EL SALVADOR - SAN SALVADOR
- Secours Juridique de l'Archevêché - SAN SALVADOR

Le mouvement d'étudiants salvadorien

ENTREVUE AVEC OSCAR RUIZ ABARCA

Secrétaire des Relations internationales du Conseil exécutif d'AGEUS et représentant d'AGEUS en Europe, lors de son passage à Genève.

El Salvador libre : — Peux-tu nous définir en premier lieu ce qu'est AGEUS ?

Oscar Ruiz Abarca : — AGEUS signifie Association générale des étudiants universitaires salvadoriens. Nous sommes une organisation corporative démocratique et progressiste, représentant les étudiants de l'Université du Salvador. Notre caractéristique essentielle est l'autonomie, c'est-à-dire que nous possédons une totale indépendance envers toute organisation, de quelque nature qu'elle soit (politique ou autre).

E.S.L. : — Quels sont les objectifs principaux de AGEUS au sein de la communauté nationale ?

O.R.A. : — AGEUS est une association estudiantine dont le but premier est la lutte pour les revendications économiques, sociales et académiques des étudiants de l'université. Simultanément, nous luttons également en faveur de la défense de l'autonomie universitaire afin que ce statut nous soit acquis en permanence.

Je tiens à ajouter que nous sommes liés de façon assez large et permanente avec les organisations populaires démocrates du pays qui développent leur lutte en faveur de l'obtention des libertés démocratiques et politiques ainsi qu'en faveur des droits de l'homme. Nous prenons ainsi part au travail de la lutte de libération populaire.

E.S.L. : — Peux-tu nous tracer un bref historique de l'organisation ?

O.R.A. : — Notre création remonte à 1928, et à cette occasion nous pouvons signaler que parmi les fondateurs de l'association figurait notre dirigeant et héros populaire Farabundo Martí, qui était à cette époque étudiant à la faculté de droit.

En 1944, AGEUS développa un gigantesque mouvement de grève qui contribua pour une grande partie à paralyser l'économie nationale, amenant ainsi la chute de la dictature du général Maximiliano Hernandez Martinez, ce dernier ayant été le principal responsable des massacres sanglants de plus de 30 000 paysans, ouvriers, étudiants lors de l'insurrection populaire de 1932.

Dans les années qui suivirent, les étudiants universitaires ont continué leur lutte de dénonciation de la répression et pour la démocratisation du pays aux côtés des secteurs populaires démocratiques et progressistes.

Le 19 juillet 1972 se produisit un événement très important, l'intervention militaire, juridique et administrative à l'université nationale, par le gouvernement militaire de A. Molina. Ce fait constitue en soi une violation du principe de l'autonomie de l'université.

E.S.L. : — Mais de quelle façon s'est traduite cette intervention et quelles réactions ont eu les étudiants face à cette violation ?

O.R.A. : — Cet événement a initié une longue période, jusqu'en 1978, de luttes de la part des étudiants afin de recouvrer le principe de l'autonomie. Le gouvernement de Molina installa à l'université un système répressif en créant la police universitaire, une police armée qui se livrait à la surveillance et à la persécution des étudiants et enseignants professant des idées

démocratiques.

Face à cette situation, les étudiants ont mené une lutte pour la récupération de l'autonomie, pour le retrait de la police universitaire, pour l'installation d'une administration universitaire démocratique identifiée aux intérêts des étudiants et du corps enseignant. Cette lutte se manifestait par des assemblées, des discussions, des grèves... au sein de l'université et par des manifestations dans les rues.

Deux dates significatives illustrent cette période de 1972 à 1978. Tout d'abord, le 30 juillet 1975 se produisit une mobilisation de sept mille étudiants dans les rues de la capitale, réprimée par la garde et la police nationales, qui assassinèrent plus de quarante étudiants, dont Carlos Fonseca, qui était un des dirigeants estudiantins et cadre actif. Ce dernier fut mitraillé alors qu'il dirigeait la manifestation au mégaphone.

Autre fait marquant, la fermeture de l'université nationale durant cinq mois à partir de novembre 1976, suite à la lutte interne développée le mois précédent par les étudiants à qui les autorités voulaient imposer une forte augmentation des frais d'études.

Je dois également signaler que parallèlement à la lutte spécifique que nous développons pour les droits des étudiants, nous appuyons simultanément la lutte des travailleurs (ouvriers, paysans, habitants des zones marginales, etc.) dans leurs revendications liées à la libération du peuple. Nous avons toujours maintenu une position invariable au sein des aspirations des étudiants et dans le lien qui les unit à la lutte démocratique du peuple.

E.S.L. : — Que représentait justement l'université pour le peuple ?

O.R.A. : — Pendant toute la période de 1972 à 1978, l'université s'était ouverte au peuple, elle était devenue le centre d'activités des masses populaires, le lieu où se tenaient des conférences, manifestations, etc., parce qu'il n'existait pas d'autres lieux publics possédant une force politique reconnue par le gouvernement de l'époque.

E.S.L. : — Comment s'est développée la situation à partir de 1978 ?

O.R.A. : — A travers la pression politique que nous avons maintenue de façon permanente de 1972 à 1979, le gouvernement militaire s'est trouvé dans l'obligation de rendre l'autonomie à l'université en août 1979. Ce résultat est le produit de la lutte dont j'ai parlé précédemment et s'est concrétisé dans l'installation d'autorités démocratiques dirigées par le recteur Felix Antonio Ulba.

Mais en même temps l'université commence à être agressée par la junte militaire dans plusieurs domaines :

- politiquement, à travers les calomnies portées à la connaissance publique par les divers media contrôlés par l'oligarchie;
- militairement à travers des opérations d'encerclement et de fusillades de l'université, de développement d'une certaine terreur au sein de la communauté universitaire (par exemple annonçant par des appels téléphoniques une occupation imminente de l'université...);
- financièrement en réduisant de plus en plus l'aide financière que les gouvernements antérieurs octroyaient à l'université.

E.S.L. : Comment avez-vous vécu le coup d'Etat d'octobre 1979 ?

O.R.A. : — Le premier gouvernement de la junte militaire comprenait des éléments progressistes, civils et militaires. Mais,



malgré les bonnes intentions de certains secteurs de l'armée et de certaines personnalités démocratiques qui voulaient arriver à des transformations de structure, le coup d'Etat n'allait pas servir à poser les bases d'un changement de la situation économique de notre pays. En effet, ces éléments progressistes furent très vite écartés et violemment rejetés de l'armée.

Notre réaction se traduisit alors par une activité intense de dénonciation de l'agression envers l'université, de la répression imposée par les forces armées à l'intérieur et à l'extérieur du pays, par les divers moyens de communication. Simultanément nous développons un travail intense en faveur de la reconstruction et de la transformation de l'université, revendiquant une augmentation de l'aide économique (accroissement du nombre de bourses octroyées aux étudiants...), une ouverture plus large de l'université elle-même à tous les secteurs de la population (accroissement du nombre de personnes pouvant y avoir accès...).

C'est dans ce climat tendu que nous arrivons au 26 juin 1980.

E.S.L. : — Justement, parle-nous de cette date très importante dans l'historique de l'université.

O.R.A. : — Eh bien, c'est en effet le 26 juin 1980 que la junte militaire démocrate-chrétienne décide la fermeture de l'université. L'occupation s'est déroulée de façon soudaine, et ainsi pendant l'encercllement et l'opération d'occupation des lieux, les Forces armées assassinèrent ceux qu'ils trouvèrent. Trente étudiants et travailleurs de l'université furent ainsi massacrés.

Depuis lors, l'université est occupée par les Forces armées qui l'ont transformée en caserne militaire.

E.S.L. : — Parlons maintenant de votre position au sein du processus de libération du peuple salvadorien.

O.R.A. : — Bien; pour cela je dois revenir en arrière, en rappelant que l'université étant fondamentalement au service du peuple, c'est dans ce contexte que AGEUS fut l'un des membres fondateurs du Front démocratique révolutionnaire (FDR) en avril 1980; ses objectifs étant de contribuer à l'unité des forces démocratiques et progressistes et à la lutte de libération de notre peuple. L'unité au sein du FDR fut rendue possible par un large consensus des objectifs des différentes organisations le composant. Chaque organisation, comme AGEUS, possède son autonomie propre et est coordonnée au niveau national dans le FDR.

E.S.L. : — Quel rôle concret possèdent AGEUS et ses membres au sein de ce processus ?

O.R.A. : — Eh bien, nous participons à différentes activités. Tout d'abord, dans les zones contrôlées par les forces politico-

militaires du FMLN, nous travaillons sur trois plans principaux : premièrement, nombreux sont nos camarades étudiants incorporés à la lutte de libération en combattant sur les fronts de guerre, et pour cela persécutés par la junte militaire démocrate-chrétienne (qui procède à de nombreux enlèvements, exécutions, etc.). Un grand nombre de nos compagnons sont enlevés et disparaissent ou sont assassinés. En second lieu, de nombreux étudiants, principalement ceux qui ont suivi des études dans le domaine médical, sont incorporés aux brigades médicales de premiers soins, s'occupant de la population civile et de combattants. Chaque brigade, composée d'étudiants et de civils, compte de cinq à sept compagnons qui suivent des cours intensifs de premiers soins en même temps qu'ils soignent la population dans les zones de combat. Ces brigades sont coordonnées et conseillées par des camarades médecins. En troisième lieu, nous participons à la campagne d'alphabétisation menée par des compagnons professeurs chargés de donner une nouvelle éducation au peuple, à la population civile et aux combattants.

Maintenant je vais aborder notre participation à la lutte de libération, mais dans les villes et agglomérations. La lutte de étudiants continue, en coordination avec les autorités universitaires, les professeurs et les travailleurs de l'université, pour la réouverture de cette dernière. C'est pourquoi nous devons accomplir plusieurs tâches : nous dénonçons publiquement la fermeture de l'université, nous informons le peuple sur les conséquences de cette dernière, nous organisons les étudiants en vue de la lutte pour la récupération de l'université nationale. Egalement dans les villes AGEUS participe aux comités populaires dans les quartiers où notre rôle consiste à développer une aide économique (médicale, alimentaire) aux

habitants de ces quartiers, ainsi qu'à informer la population en élaborant la propagande de dénonciation de la situation de répression imposée par la junte militaire démocrate-chrétienne : massacres, bombardements, persécutions, captures et assassinats d'étudiants, de professeurs et de travailleurs universitaires, violations des droits de l'homme, etc. Enfin, notre tâche à l'extérieur du pays est de développer le travail de solidarité avec les étudiants du monde entier.

E.S.L. : — Quelle conclusion voudrais-tu apporter à cette entrevue ?

O.R.A. : — Je rappellerai une fois de plus l'importance du rôle de la communauté étudiante au sein de la lutte actuelle du Salvador. Nous avons une participation décisive dans la réalisation de la libération de notre peuple, en participant activement aux campagnes d'assistance médicale et d'alphabétisation, ainsi qu'en combattant dans la guérilla.

CONSTRUCTION D'UNE VIE NOUVELLE DANS LES ZONES CONTROLEES

Des régions entières (40 o/o du pays), surtout dans le nord et l'ouest sont sous le contrôle politique et militaire du FMLN. Ces zones sont contrôlées et non libérées, car la défense du territoire ne se conçoit pas dans le sens classique du terme. Durant les offensives lancées par l'armée salvadorienne contre les forces populaires, la guérilla adopte une tactique de repli, puis reprend ensuite le contrôle de la zone attaquée. La population civile protégée par le FMLN est déplacée sitôt la préparation d'une offensive connue. C'est de ce fait que nous pouvons parler d'une guerre de mouvement, qui se caractérise par un déplacement rapide des combattants et de la population.

En dehors des périodes d'invasion ennemie, la vie, malgré le vol des hélicoptères HUEY et des dures conditions qu'impose la guerre, a déjà un pied dans le futur de la nouvelle société.

Une structure politico-sociale est chargée de veiller à l'organisation de la santé, de l'éducation et de la distribution des vivres. Cette structure est formée de représentants élus par la population et chaque semaine ces responsables établissent un rapport des activités.

Les paysans, organisés en collectifs de production, cultivent et produisent pour toutes les personnes vivant dans les zones contrôlées, civils, miliciens, guérilleros. Les tâches sont accomplies par tous, femmes, hommes, enfants qui sont aidés par les milices paysannes qui les protègent.

Des campagnes d'alphabétisation sont mises en place dans chaque zone contrôlée. C'est ainsi que nous pouvons voir un groupe d'environ quarante enfants se tenant par la main, chantant une ronde. A l'arrière-plan, un tableau noir scellé dans un pin, montre le travail du jour. De mots tels que ma-man, pa-pa, com-pa-gnon, ré-vo-lu-tion, indiquent les progrès réalisés par les enfants dans leurs premiers pas vers l'écriture.

Plus loin, un groupe d'adultes est occupé à copier dans des cahiers le travail indiqué par le professeur. Pour la grande majorité (60 o/o de la population est analphabète), ces écoles en plein air sont leur première école. C'est un profond désir d'étudier et de se former qui est manifesté.

Si le peuple salvadorien ne bénéficiait pas de l'éducation, il ne bénéficierait pas non plus de soins médicaux. C'est pourquoi, très vite, furent développées des campagnes de premiers soins et d'assistance médicale, tant à la population civile qu'aux combattants. Et ainsi de nombreuses brigades de santé travaillent dans les zones contrôlées. Leur travail s'élabore à deux niveaux : des soins à apporter et de la formation. Le problème le plus grave auquel doivent se confronter ces brigades est l'absence de médicaments. Il y a encore trop de personnes qui meurent à cause de ce manque.

Malgré toutes les souffrances que doit vivre le peuple salvadorien, il n'oublie pas la vie et c'est pourquoi on se marie, on organise des fêtes, on monte des pièces de théâtre, etc.

C'est ainsi que dans les zones contrôlées se construit une nouvelle société, chacun cultivant, soignant, étudiant, combattant, exerçant la pratique du pouvoir populaire.

Chaque homme, femme, enfant, paysan, ouvrier, étudiant, milicien, guérillero travaille et combat pour la libération et l'établissement d'une vie démocratique.

DECLARATION DE LA COMMISSION POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME EN AMERIQUE CENTRALE

La commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale a condamné l'administration Reagan pour son intervention politique, économique et militaire contre les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes. Cet organisme a conclu le 8 mai à Alajuela sa quatrième assemblée générale pour l'auto-détermination des peuples et la lutte pour la paix en Amérique centrale et aux Caraïbes, en affirmant que cette intervention est la plus grande violation des droits des peuples de cette région. Elle s'est récemment accrue et ses manifestations les plus récentes sont l'augmentation de l'aide militaire aux gouvernements du Guatemala et du Salvador, destinées à aggraver le génocide contre les peuples qui luttent pour la paix, la justice et le droit à l'auto-détermination. Les participants ont également condamné la soi-disant communauté démocratique centre-américaine, créée en février dernier, et qui constitue selon eux un instrument destiné à faciliter l'intervention militaire contre les peuples centre-américains. Au cours de la dernière session plénière, l'accent a été mis sur la menace que constitue l'activité militaire des Etats-Unis dans la zone du canal de Panama, et la préparation d'une force militaire d'intervention, qui toutes deux représentent une menace pour la paix dans la région et dans le monde. "L'exécution de manoeuvres militaires qui sont conduites actuellement dans les eaux territoriales des Caraïbes prétend intimider les peuples pour briser leur volonté", a déclaré la commission. Le plan Reagan pour les Caraïbes et l'Amérique centrale a été jugé comme une tentative d'accentuation de la dépendance de l'économie régionale et comme une manoeuvre pour augmenter la pénétration et la domination économique et politique nord-américaine. "Le plan prétend isoler et asphyxier la révolution populaire nicaraguayenne et le gouvernement de Grenade".



FRENTE DEMOCRATICO REVOLUCIONARIO
C.P. 376 GENEVE



Les réfugiés salvadoriens

DEPLACEMENT DES REFUGIES AU HONDURAS

Suite au voyage effectué dans la région en juin et juillet 1981, Pax Christi, dans son rapport dénonçait le projet de déplacer les réfugiés :

"La politique gouvernementale à ce sujet comporte deux volets. Dans un premier temps, il s'agit de *regrouper les réfugiés dans des camps*, ce qui pose plusieurs problèmes, vu le grand nombre de réfugiés installés dans des demeures particulières; une sournoise campagne d'information contre les réfugiés (accusés de plusieurs meurtres dans la zone) semble devoir préparer la population hondurienne de la zone à une telle opération : vu le bon accueil réservé spontanément par ces pauvres paysans honduriens aux réfugiés, il est en effet nécessaire de créer les conditions d'un divorce social ou d'une xénophobie à l'encontre des réfugiés. La deuxième étape consistera au *déplacement des réfugiés en dehors de la zone*.

Notre délégation estime ce projet gouvernemental dangereusement ambigu. D'une part, l'argumentation officielle, axée sur le problème de l'insécurité des réfugiés dans la zone-frontière, donne l'impression d'une réelle préoccupation pour le sort des réfugiés. D'autre part, et *alors le projet est déjà en cours d'exécution, personne n'a pu nous indiquer le lieu où seraient réinstallés les réfugiés*. Nous sommes d'autant plus perplexes que ces autorités et dirigeants, qui soudainement se découvrent une vocation humanitaire et désirent "protéger les réfugiés", sont responsables du harcèlement permanent de ces réfugiés.

Nous ne pouvons nous empêcher de voir, dans le mauvais traitement réservé aux réfugiés salvadoriens par les forces honduriennes, la préparation délibérée d'un climat propice à la réalisation du projet d'évacuation : car les autorités font ainsi la preuve que la sécurité des réfugiés n'est pas garantie actuellement.

Au cours de nos entretiens dans la zone, puis à Tegucigalpa, nous estimons avoir recueilli suffisamment d'indices pour affirmer que le projet d'évacuation de la zone est *dicté par des motifs essentiellement militaires*. Pour les autorités honduriennes, *il s'agit de nettoyer le plus rapidement possible la zone de tout obstacle ou témoin gênant pour de futures actions militaires*. C'est pour cette raison que les réfugiés doivent être évacués de la zone frontalière. Leur déplacement permettrait aussi, et peut-être surtout, à mettre fin à la présence dans cette zone des agences d'entraide, dont certains collaborateurs ont justement dénoncé les atrocités commises à l'encontre des populations civiles qui cherchaient à passer la frontière. D'une pierre, deux coups..."

Le déplacement, longuement discuté et, comme nous venons de le voir, dénoncé en 1981 par Pax Christi, des réfugiés salvadoriens et des camps le long de la frontière, a été terminé début mai 1982. Le gouvernement hondurien a décidé ce déplacement au cours de la seconde moitié de l'année passée. La raison officielle d'une telle décision est que la sécurité des réfugiés dans la région frontalière n'était pas garantie.

Cet argument n'est que partiellement défendable. L'armée hondurienne a participé elle-même aux raids contre les réfugiés et leurs protecteurs (représentants des organisations humanitaires) et, d'autre part, le gouvernement hondurien à Tegucigalpa n'a jamais protesté contre les attaques des militaires salvadoriens sur le sol hondurien.

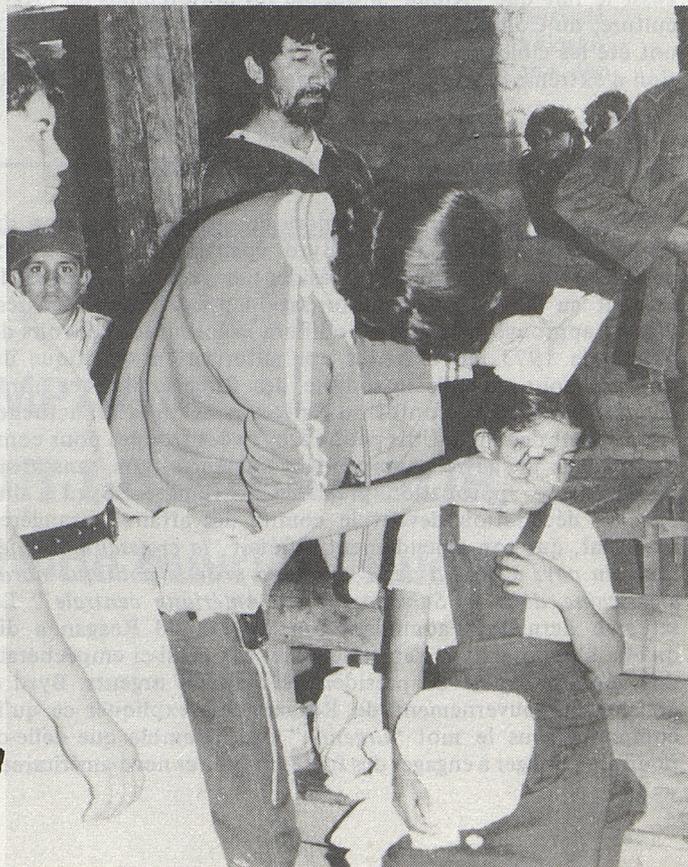
Partiellement, le gouvernement hondurien a créé lui-même les conditions lui permettant de prétexter le déplacement des réfugiés. Visible, il s'agit d'une manœuvre : là où se trouvent des réfugiés, se trouve également du personnel international de surveillance, des observateurs et des visiteurs qui sont envoyés dans les camps par intermittence. En retirant les réfugiés, les observateurs disparaissent également. Ceci est le but évident de ce déplacement.

La majorité des observateurs sont unanimes pour penser que les réfugiés sont les victimes de ce jeu. La raison de ce déplacement s'inscrit dans la logique du "Triangle de Fer". Les régions frontières sont, côté hondurien, les camps de réfugiés, côté salvadorien, les départements de Chalatenango et de Morazan, zones contrôlées par le FMLN. Le nettoyage de la région frontalière, côté hondurien, sert de ce fait à préparer le terrain pour un déploiement militaire. Dès ce moment, les interventions étrangères peuvent attaquer les unités du FMLN des deux côtés, le "Triangle de Fer" est donc parfait.

Avec le nettoyage de cette région, un autre problème se pose aux réfugiés : ces camps, situés immédiatement près de la frontière n'étaient pas seulement des camps dans le sens usuel, mais servaient de lieu d'accueil aux nouveaux arrivants. C'est pour cette raison que les organisations qui s'occupent d'aider les réfugiés au Honduras ont exigé qu'au moins trois camps, la Virtud, la Guarita et Colomcagua soient maintenus comme camps de transition. Mais cette exigence a été écartée, pour le moment, par le gouvernement hondurien. Ceci est une autre preuve montrant que le but premier n'est pas la sécurité des réfugiés mais bien des raisons d'ordre militaire. Les réfugiés qui arrivent actuellement se trouvent devant la grande difficulté de franchir jusqu'à deux cents kilomètres avant de rencontrer des observateurs internationaux. Pour eux, la sécurité n'est nullement améliorée.

Devant l'obligation du déplacement dans le camp de Mesa Grande, de nombreux Salvadoriens, au prix de leur vie, sont retournés au Salvador. Plusieurs furent assassinés.

Dans le nouveau camp de Mesa Grande, qui a plus les caractéristiques d'un camp de concentration que de réfugiés, vivent environ huit mille cinq cents Salvadoriens. Une permission écrite est nécessaire pour que soient admis les visiteurs. Le camp est surveillé militairement et les réfugiés n'ont pas le droit d'en sortir, sauf s'ils sont accompagnés par des observateurs. A l'isolement dont ils souffrent s'ajoute le désœuvrement. Auparavant, dans les villages frontaliers, beaucoup de réfugiés vivaient au sein de familles parents ou amies. Ils participaient aux travaux agricoles ou exerçaient un métier manuel. A Mesa Grande, ils n'ont droit à aucune activité ou travail, à l'exception d'un champ d'environ soixante hectares, où ils cultivent quelques légumes pour améliorer leur nourriture.



SALPRESS

L'assemblée constituante à l'initiative de son président l'ex-major D'Aubuisson à décider de supprimer les réformes entreprises par la Junte militaire Démocrate Chrétienne de Napoleon Duarte. Ceci vise principalement la timide réforme agraire que la Junte avait décidé il y a 2 ans. Immédiatement plusieurs députés et sénateurs américains, dont le sénateur Charles Percy ont demandé la suspension avec effet immédiat de toutes aides économiques et militaires aux nouvelles autorités salvadoriennes.

SITUATION POLITIQUE

MANGANA REFUSE DE NEGOCIER

Le président provisoire du Salvador, Alvaro Mangana, a refusé le 5 mai de négocier avec les forces guérilleras qui ont causé, après neuf jours d'affrontements dans le département de Morazan, plus de cent cinquante pertes au régime. Mangana a offert sa première conférence de presse après avoir été élu (sous la pression des Etats-Unis et des militaires salvadoriens et l'appui de la démocratie-chrétienne) par l'assemblée constituante au poste de président, jusqu'aux prochaines élections générales. Le chef d'Etat a affirmé "qu'il n'y a rien à négocier avec les forces de la guérilla et qu'il faut faire avec elles la paix sans conversations". Ces mots de Mangana ont été interprétés par les milieux politiques, ici, comme une décision du régime d'intensifier la guerre contre les organisations armées du peuple salvadorien et augmenter la répression qui, au cours des vingt-huit derniers mois, a déjà provoqué plus de mille victimes.

Pour sa part, l'assemblée constituante du Salvador a approuvé le cabinet de quatorze membres proposé par le président provisoire Alvaro Mangana, dans lequel cinq ministres de l'ancien gouvernement ont été ratifiés. Neuf ministres, dont quatre de l'alliance républicaine nationaliste (Arena), trois du Parti de Conciliation nationale (PCN) et deux signalés comme indépendants, ont été nommés dans leurs fonctions, ainsi que neuf sous-secrétaires; cinq doivent encore être désignés. Parmi les ministres ratifiés se trouvent trois membres de la démocratie-chrétienne (ministre des Affaires étrangères, du Travail et de l'Education), Jorge Eduardo Tenario, ministre des Finances, sans affiliation politique connue et le puissant ministre de la Défense et de la Sécurité publique, le Général José Guillermo García. Les informations en provenance du Salvador soulignent aussi le fait que "Arena" a obtenu les portefeuilles de l'Agriculture, du Commerce extérieur et de l'Economie, secteurs qui ont été les cibles des critiques les plus dures de cette organisation d'extrême-droite, sous le régime de José Napoleon Duarte.

CONTRE L'ENGAGEMENT DE TROUPES NORD-AMERICAINES AU SALVADOR

Vingt-huit sénateurs nord-américains, sous la direction du leader de la minorité, Robert Byrd, épaulent un projet de loi destiné à empêcher que le président engage des troupes de combat au Salvador, sans autorisation préalable du Congrès. S'il est approuvé, ce projet modifiera la loi sur les pouvoirs de guerre de 1973, en exigeant une autorisation spécifique du Congrès pour pouvoir introduire des forces militaires nord-américaines dans le conflit au Salvador. Selon la loi actuelle, le président des Etats-Unis peut envoyer des troupes pour combattre dans un autre pays pendant soixante jours, sans avoir besoin d'une approbation préalable du Congrès. Byrd a dit, dans sa déclaration devant le comité des affaires étrangères du Sénat, que son amendement reflétait "la croissante inquiétude du pays à l'égard de la voie qu'a prise la politique nord-américaine dans le Salvador et en Amérique centrale". La semaine dernière, l'administration de Ronald Reagan a dit qu'elle s'opposerait à l'amendement, car celui-ci empêcherait une réponse rapide du président aux appels urgents. Byrd a dit que le gouvernement de Reagan doit expliquer ce qu'il comprend sous le mot "urgence" car il semble que celle-ci pourrait l'obliger à engager des forces militaires nord-américaines

au Salvador. Le problème se complique par le fait que l'administration n'a pas présenté une stratégie bien définie, dans la recherche d'un clair accord sur les stratégies en Amérique centrale, a dit Byrd. Il a aussi signalé que la loi de 1973 ordonne une action du Congrès seulement après le fait accompli (envoi de troupes vers un autre pays). "Les habitants de mon Etat (Virginie de l'Ouest) s'opposent, en ce moment particulier, à l'introduction de n'importe quelle troupe de combat au Salvador" a rétiréré Byrd. L'"amendement Byrd" est une des nombreuses résolutions relatives à l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale et est actuellement soumise à l'étude du comité des affaires étrangères.

Une résolution, sous l'égide des sénateurs Kennedy, Dood et Tsongas, demande des négociations inconditionnelles pour obtenir un cessez-le-feu et une solution politique du conflit au Salvador. Une autre demande que les négociations soient liées à la continuation de l'aide nord-américaine au régime de ce pays et une troisième propose de limiter les actions secrètes (de la CIA) en Amérique centrale non approuvées par le Congrès.

QUI EST EDUARDO MAGAÑA ?

Qui est Eduardo Magaña? Un homme qui, au niveau de l'impérialisme au Salvador, est le directeur de l'état-major et le président de la Banque hypothécaire depuis l'époque de Fidel Sanchez Hernandez. Magaña a été l'assistant des dictatures sanguinaires qui ont épuisé notre peuple. Cet homme a été l'architecte et la tête pensante de nombreux massacres, répressions, disparitions que l'impérialisme et ses laquais créoles ont réalisés contre notre peuple. Magaña est étroitement lié

- à l'état-major de l'armée et au commandement de la clique militaire; il a le grade de colonel de l'intelligence;
- aux services d'intelligence du Pentagone et de la CIA;
- à la grande bourgeoisie et à l'oligarchie du Salvador, qu'il conseille et aide financièrement avec sa Banque d'hypothèques;
- aux organismes multilatéraux de financement où il a travaillé (OEA-BID) et où il a des pions qui lui sont fidèles, par exemple Alfredo Nayola, ex-ministre de la planification sous le gouvernement de Molina et actuellement vice-président du BCIE; Magaña est également président de la banque hypothécaire depuis 1965 (dix-sept ans).

Il est resté à ce poste durant tous les gouvernements, Rivas, Sanchez Hernandez, Molina, Carlos Humberto Romero, la première Junte avec Majano-Ungo, la deuxième avec Morales, Dada Y Hirezi et la troisième Junte, avec Duarte et Abdul.

On lui doit la création et la colonie militaire (zone d'habitation). C'est un ministre sans portefeuille, et il est très puissant au sein du gouvernement.

TRAVAIL REEL DERRIERE LA FAÇADE

— Fonction d'intelligence à un niveau très élevé.

- Réunion en tout temps de l'état-major. Sa participation a été particulièrement remarquée dans la réunion de l'état-major où a été décidé le massacre de la manifestation du 30 juillet 1975.

- Il a accès à des
- Il a accès à des renseignements secrets.
- Il a participé en tant qu'officier dans la guerre du Honduras en 1969.
- Il a assisté à un séminaire organisé par les Israéliens dans le pays: militaires sélectionnés. La raison de ce séminaire était, l'explication de l'encerclement organisé contre les Egyptiens, ceci du fait qu'on le considère comme un chef-d'oeuvre du point de vue militaire (1973).
- Il a participé à l'achat d'avions en Israël.

— Au niveau académique, il est étroitement lié à Milton Friedmann, père de l'expérience chilienne, assistant de Reagan et de Thatcher. Friedmann a été le professeur d'Alvaro Magaña à l'université de Chicago.

— Alvaro Magaña, cent pour cent conscient des intérêts de l'impérialisme, est un des responsables de la contre-révolution dans le pays.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

PRISONNIERS AU HONDURAS – URGENT CING MINUTES DE VOTRE TEMPS PEUVENT SAUVER 12 VIES

Appel lancé par la commission des droits de l'homme d'El Salvador.

Nous vous demandons de prendre en charge le cas de 12 prisonniers au Honduras, prisonniers sur lesquels nous donnons des détails dans la lettre annexe. Votre lettre fera partie d'une campagne mondiale soutenue par l'offre du gouvernement belge de concéder des visas à ces 12 personnes. Nous croyons que si toute l'énergie nécessaire est déployée durant cette campagne nous obtiendrons leurs libérations. Nous voudrions que le gouvernement hondurien reçoive le plus de lettres possible. Ecrivez et faites écrire autour de vous. Pour ce faire nous avons réalisé un modèle de lettre qui peut faciliter votre tâche.

Il est préférable que chacun écrive sa propre lettre, néanmoins le modèle est une façon facile de répondre à notre appel. Le Honduras ayant un gouvernement civil nous croyons qu'il est plus utile que vos lettres parviennent au Président de la République et non aux responsables des forces armées. Envoyez-nous une copie de votre lettre à fin que nous puissions mesurer l'impact général de la campagne.

Modèle de lettre

M. le Président de la République
Roberto Suazo Cordova
Palacio Presidencial
Tegucigalpa
Honduras

Monsieur le Président,

Je vous écrit pour vous manifester ma profonde préoccupation du sort de douze personnes, dix Salvadoriens et deux Honduriens, qui sont prisonniers dans votre pays. Je sollicite, respectueusement, votre intervention urgente pour qu'elles soient enfin libérées.

Ces douze personnes ont été arrêtées, à Tegucigalpa le 22 avril 1981. Nous avons le témoignage d'un volontaire agricole

hollandais qui a assisté à leur détention. Les dix Salvadoriens sont membres de la communauté chrétienne des fidèles de Mgr. Oscar Arnulfo Romero et les deux Honduriens sont membres d'une organisation d'aide aux réfugiés salvadoriens, Nous savons qu'aucune accusation ne pèse sur eux. Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que leur sécurité est devenue une préoccupation internationale et aussi, sur l'offre faite par le gouvernement belge de leurs concéder un visa, afin qu'ils puissent émigrer en Belgique.

Les douze prisonniers sont :

José Mauricio Barrillas (33), gérant / Nora Trinidad Gomez de Barrillas (31) épouse de José, secrétaire / Concepcion Navarro (50) / Marta Alicia Navarro (26), fille de Conception / Francisco Edgardo Garcia Arias (27), employé / Salvador Fabian / Jesus Arce Romero (23) / Ana Arce Romero (25) / Elisa Arce Romero (23) / Ana Maria Sierra (23);

et les Honduriens : Claudia Maria Dominguez et Ana Isabel Cordoba Ramirez.

Quatre enfants furent arrêtés avec eux et ont été déportés au Salvador. Ces douze personnes n'ont plus été vues depuis leur arrestation.

Je vous prie de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour les retrouver et pour favoriser leurs départs vers la Belgique.

Veuillez agréer, M. le Président, etc...

PRISONNIERS POLITIQUES AU HONDURAS

Le Comité national de solidarité du Honduras a exigé le 5 mai la libération immédiate des prisonniers politiques dans son pays et a demandé d'urgence la médiation de la commission centre-américaine pour la défense des droits de l'homme.

Les représentants des organismes humanitaires du Honduras ont révélé à San José que le 22 avril dernier, au moins onze Salvadoriens appartenant à des communautés chrétiennes ont été capturés par des forces de répression honduriennes. Le journaliste Francisco Garcia, affilié à l'Union des journalistes du Salvador et membre de la Fédération latino-américaine des journalistes (FELAP) a également été fait prisonnier.

Les délégués honduriens qui participent ici à la quatrième conférence pour la défense des droits de l'homme ont signalé qu'en août dernier neuf autres Salvadoriens et plusieurs Costariciens avaient également été capturés au Honduras par des agents de la Direction nationale d'investigation (DIN).

SOUTENEZ LA CAMPAGNE :
1 HEURE DE SALAIRE POUR LE SALVADOR
Campagne organisée par l'entraide ouvrière suisse



venceremos!